

Unité inter-départementale Tarn-Aveyron
Cité administrative bâtiment A3 Territoires
19 rue de Ciron
81013 Albi Cedex 09

Albi, le 10/07/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 25/06/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

PECHDO SA TANNERIES NOUVELLES

ZI Plaine Coste
12100 Millau

Références : 12-CRARC-2025-113
Code AIOT : 0006802459

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 25/06/2025 dans l'établissement PECHDO SA TANNERIES NOUVELLES implanté ZI Plaine Coste 12100 Millau. L'inspection a été annoncée le 23/06/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite est réalisée à la suite de l'incendie qui a eu lieu jeudi 19 juin sur le site de la tannerie, dans l'unité de dérayage.

Une explosion a été entendue vers 14h dans le poussier, le filtre chargé de retenir les particules de cuir générées lors de l'opération de dérayage.

L'équipe sur place, emmenée par le responsable maintenance a suivi la procédure en cas de situation d'urgence, et a contacté les secours (police et pompiers).

Les secours sont arrivés à 14h50. le responsable maintenance avait commencé à arroser le filtre pour le refroidir.

les pompiers ont pris le relais en utilisant leur matériel et en vérifiant que le feu ne s'était pas

propagé au reste du bâtiment.
l'incendie est resté cantonné dans le filtre.

A 18h les secours extérieurs étaient partis du site.
Le poussier est endommagé, et inutilisable. L'unité de dérayage est à l'arrêt.
Le feu ne s'est pas propagé au bâtiment. La production a pu reprendre dans les autres ateliers.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- PECHDO SA TANNERIES NOUVELLES
- ZI Plaine Coste 12100 Millau
- Code AIOT : 0006802459
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'établissement Tannerie Pechdo est une installation classée pour la protection de l'environnement autorisée par arrêté préfectoral du 14 novembre 2002.

L'établissement est soumis aux rubriques suivantes:

- 2350: Tanneries- mégisserie et toute opérations de préparation des cuirs et des peaux
- 2351: teinture et pigmentation de peaux
- 2355: dépôt de peaux

L'établissement réalise la tannerie et la teinturerie de peaux de bovins.

La dernière visite d'inspection a été réalisée le 14/11/2024, avec comme thématique les actions nationales 2024 sécheresse et PFAS.

Contexte de l'inspection :

- Accident

Thèmes de l'inspection :

- Déchets
- Eau de surface
- Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les

installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Déclaration de l'incident	Arrêté Préfectoral du 14/11/2002, article 10	Demande de justificatif à l'exploitant	15 jours
3	Principes généraux de prévention des risques.	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 47	Demande de justificatif à l'exploitant	15 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Accidents ou Incidents	Arrêté Préfectoral du 14/11/2002, article 1.1	Sans objet
4	Installation de traitement	Arrêté Préfectoral du 14/11/2002, article 3.3	Sans objet
5	Déchets	Arrêté Préfectoral du 14/11/2002, article 4.1	Sans objet
6	Prevention des pollutions accidentelles	Arrêté Préfectoral du 14/11/2002, article 2.6.1	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

C'est le deuxième événement de ce type pour l'atelier de dérayage, un incendie ayant déjà eu lieu sur le filtre en 2021; le filtre a été remplacé en 2022.

La gestion de l'incendie est conforme aux procédures internes de l'exploitant.

Sur les faits non-conformes, il est attendu que l'exploitant :

- fasse l'analyse des causes profondes de l'incendie
- justifie des mesures de prévention et protection du poussier

Il n'est pas proposé de mettre l'exploitant en demeure sur ces points de contrôle.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Déclaration de l'incident

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/11/2002, article 10
Thème(s) : Risques accidentels, déclaration
Prescription contrôlée : Le permissionnaire est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspecteur des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cet établissement qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement.
Constats :

L'inspection a été informée de l'accident par la presse, jeudi 19 juin 2025, vers 17h le jour même. Un premier rapport d'accident a été fait oralement à l'inspection autour de 17h30, précisant que l'incendie était éteint et que les pompiers et la police avaient quitté le site.

D'autres échanges oraux ont eu lieu le soir même et le lendemain pour préciser l'événement, à la demande de l'inspection des ICPE.

Un premier rapport d'accident a été transmis par écrit vendredi 20 juin à 17h, puis un deuxième le mardi 24 juin à 16h. Cette version ne contient pas d'analyse des causes profondes de l'accident, ni des améliorations de la sécurité envisagées.

En dehors de la visite d'inspection, des éléments complémentaires ont été demandés à l'exploitant le 27/06/2025:

- le plan des zones de sécurité à jour (art 6.7 de l'arrêté préfectoral du 14 novembre 2002)
- les documents du constructeur du poussier, plus précisément les certificats ATEX des différents équipements (moteurs, instruments...) et notice de fonctionnement du système de détection/extinction des étincelles
- le journal des événements de la centrale de détection des étincelles sur les journées de mercredi 18 et jeudi 19 juin.
- le rapport de contrôle annuel de vos équipements électriques par un bureau de contrôle (art 6.7.13.3 de l'arrêté préfectoral du 14 novembre 2002)
- la procédure générale de sécurité (art 6.4.2 de l'arrêté préfectoral du 14 novembre 2002)

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'inspection demande à l'exploitant de lui fournir une version complète du rapport d'accident avec l'analyse des causes profondes. À ce titre et dans un délai n'excédant pas 15 jours, il transmet à l'inspection des installations classées le rapport complété.

De la même façon, l'exploitant transmet à l'inspection les documents demandés en dehors de la visite d'inspection, dans un délai n'excédant pas 15 jours.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 15 jours

N° 2 : Accidents ou Incidents

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/11/2002, article 1.1

Thème(s) : Risques accidentels, Généralités

Prescription contrôlée :

Le responsable de l'établissement prend les dispositions nécessaires pour qu'en toutes circonstances, et en particulier, lorsque l'établissement est placé sous la responsabilité d'un cadre

délégué, l'Administration ou les services d'intervention extérieurs puissent disposer d'une assistance technique de l'exploitant, à avoir communication d'informations disponibles dans l'établissement et utiles à leur intervention.

[...]

un compte rendu écrit de tout accident ou incident est conservé sous forme adaptée.

Constats :

Le déroulé de l'incendie est précisé dans la fiche de notification d'incident :

A 14h30: une détonation a été entendue au niveau du filtre « Poussier ». Les événements du filtre se sont ouverts par phénomène de surpression dans l'enceinte de l'équipement.

Le responsable maintenance a contacté les secours et a commencé à arroser le filtre pour limiter sa montée en température, en utilisant un RIA.

A 15h environ: la police et les pompiers sont arrivés. La procédure d'urgence de l'établissement a été suivie par le responsable maintenance de l'établissement.

Enedis, le gestionnaire de réseau gaz et électricité est venu sur site pour s'assurer de la coupure des réseaux.

Beaucoup de poussières et fumées sortaient de l'appareil mais les quelques flammes étaient confinées à l'intérieur. Le bâtiment n'a pas été atteint.

Vers 18h30: l'incident était clos, les forces d'intervention ont quitté le site.

Le poussier est hors service, l'équipement est ouvert et il n'y a plus de matériau filtrant.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Principes généraux de prévention des risques.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 47

Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des incidents ou accidents

Prescription contrôlée :

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires pour prévenir les incidents et accidents susceptibles de concerner les installations ou à défaut pour en limiter les conséquences.

Il organise sous sa responsabilité les mesures appropriées, pour que la prévention des risques soit effective, dans les conditions normales d'exploitation et dans les situations transitoires et dégradées, depuis la construction jusqu'au démantèlement du site après l'exploitation.

Il met en place les dispositions nécessaires pour détecter et corriger les écarts éventuels.

Constats :

Un incendie a déjà eu lieu sur cette unité de dérayage, le 20 octobre 2021, dans le poussier. L'événement avait duré 2h. Les conséquences en dehors du site ont été limitées à la fumée de l'incendie. Le bâtiment n'a pas été endommagé et il n'y a pas eu de blessés. Les dommages sont

restés cantonnés au poussier, qui a été réparé.

L'exploitant déclare que l'équipement actuel a été mis en service en 2022, en remplacement de l'équipement plus ancien.

L'exploitant déclare que la veille, le 18 juin, vers 16h50, l'alarme visuelle et sonore de la détection d'étincelle a déclenché. L'équipe présente a suivi la procédure de vérification en cas d'anomalie, a acté pouvoir redémarrer l'unité mais ne l'a pas fait puisque c'était la fin de la journée de travail.

L'alarme sonore et visuelle a aussi été déclenché le jour de l'incendie, le 19 juin à 13h56. De la même façon, l'équipe en place a suivi la procédure et a acté le redémarrage possible de l'unité.

Une procédure est affichée dans l'unité de dérayage. Cette procédure présente la conduite à tenir en cas d'anomalie de détection d'une étincelle. La procédure est facilement accessible dans l'atelier.

Enfin, l'exploitant indique que le fournisseur peut proposer des mesures de sécurité protégeant l'équipement (arrosage de l'intérieur du filtre si détection d'étincelles, en plus de l'extinction dans la gaine de l'air empoussiéré).

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires pour prévenir les incidents et accidents susceptibles de concerner les installations. L'exploitant fait des propositions pérennes pour éviter un nouvel incendie sur le filtre. À ce titre, il transmet à l'inspection des installations classées un rapport sur la remise en service du poussier avec des mesures de prévention et de protection de l'équipement contre l'incendie dans un délai n'excédant pas 15 jours.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 15 jours

N° 4 : Installation de traitement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/11/2002, article 3.3

Thème(s) : Risques chroniques, conception

Prescription contrôlée :

Les installations de traitement des effluents gazeux sont conçues, exploitées et entretenues de manière:

[...]

- à réduire au minimum leur durée de dysfonctionnement et d'indisponibilité. Si une indisponibilité est susceptible de conduire à un dépassement des valeurs limites imposées, l'exploitant doit prendre les dispositions nécessaires pour réduire la pollution émise en réduisant

ou arrêtant si besoin les fabrications concernées.
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant déclare à l'inspecteur que le poussier est un équipement de l'unité de dérayage, permettant de mettre à l'épaisseur les peaux tannées. C'est un filtre qui capte à la source les poussières de cuir issues de 4 machines, les dérayeuses et les ponceuses.</p> <p>Les peaux passent sur des lames, qui sont affûtées en permanence. Cela crée des étincelles qui sont elles aussi captées et dirigées vers le poussier. Le flux d'air empoussiéré traverse d'abord un système de détection d'étincelles puis un système d'extinction des étincelles détectées.</p> <p>Il n'est pas possible de continuer les opérations de dérayage sans cet équipement.</p> <p>Pour l'instant, cette unité est donc à l'arrêt, avec des conséquences sur l'activité des salariés.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant redémarre l'unité de dérayage lorsque le filtre est réparé.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Déchets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/11/2002, article 4.1
Thème(s) : Risques chroniques, cadre législatif
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant doit prendre toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation de ses installations pour assurer une bonne gestion des déchets de son entreprise [...]</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant déclare que les déchets issus de l'incendie vont être évacués et traités dans des filières spécialisées, lors de l'intervention du fournisseur du filtre pour le remettre en état.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant assure une bonne gestion des déchets issus de l'incendie. À ce titre et dans un délai n'excédant pas 1 mois, il transmet à l'inspection des installations classées les BSD relatifs à ces</p>

déchets.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Prevention des pollutions accidentelles

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/11/2002, article 2.6.1
Thème(s) : Risques chroniques, généralités
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant doit prendre toutes les dispositions nécessaires dans la conception, la construction et l'exploitation des installations pour limiter les risques de pollutions accidentelles des eaux ou des sols. [...]</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant déclare que les eaux d'extinction se sont dirigées gravitairement vers le caniveau de l'entrée du local maintenance, et sont relevées vers la station d'épuration interne de l'établissement, qui traitent les rejets liés aux opérations de tannage. Les eaux d'extinctions ont été traitées comme les effluents de la tannerie. Ces rejets sont ensuite dirigés vers la station d'épuration de la ville de Millau. Il n'a pas été utilisée de mousse pour l'extinction.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant prend les dispositions nécessaire pour limiter les risques de pollutions accidentelles des eaux. À ce titre et dans un délai n'excédant pas 1 mois, il transmet à l'inspection des installations classées les résultats d'autosurveillance des rejets aqueux des semaines 26 et 27, ainsi qu'une analyse montrant que le fonctionnement de la STEP n'a pas été perturbé.</p>
Type de suites proposées : Sans suite